

Annexe web 3:
Prévenir et s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire aiguë – Réseau mondial contre les crises alimentaires et interventions d'urgence

1. Selon le Réseau mondial contre les crises alimentaires, au cours des cinq dernières années, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitant une aide d'urgence en matière d'alimentation, de nutrition et de moyens de subsistance est demeuré supérieur à 100 millions. Le rapport publié cette année indique une augmentation alarmante du nombre de personnes se situant dans la phase d'insécurité alimentaire aiguë la plus grave, la faim atteignant des niveaux sans précédent dans le monde entier. En outre, la guerre que connaît actuellement l'Ukraine menace de précipiter davantage de personnes en situation de famine, en particulier dans les pays qui sont déjà en proie à l'insécurité alimentaire et qui dépendent des importations.
2. Les efforts déployés pour lutter contre l'insécurité alimentaire aiguë sont toutefois majoritairement axés sur les interventions alimentaires d'urgence menées après coup, plutôt que sur des interventions relativement plus rentables qui permettent de répondre immédiatement aux besoins émergents, de s'attaquer aux causes profondes de la faim aiguë et d'inverser ces tendances. Les conflits, le changement climatique et la pandémie de covid-19 sont à l'origine d'une insécurité alimentaire à la fois chronique et aiguë et nous éloignent de la réalisation de l'Objectif de développement durable 2, Faim zéro, en particulier pour les personnes les plus démunies vivant dans des contextes fragiles.
3. L'agriculture, et les centaines de millions d'agriculteurs qui nourrissent le monde, subissent le poids de ces facteurs, et notamment des effets du changement climatique, bien plus que tout autre secteur de la production. Les catastrophes naturelles font des victimes, mais elles dévastent également les moyens de subsistance des populations rurales, détruisent les aliments et aggravent la faim. Les moyens de subsistance ruraux – l'agriculture et l'élevage – sont des «centres de gravité» essentiels; si ceux-ci sont défaillants, le risque d'effondrement total du système est alors bien réel. Lorsque ces systèmes s'effondrent, c'est-à-dire lorsque, soudainement, une grande partie de la population n'a plus accès à la nourriture, une détérioration importante de la sécurité alimentaire peut survenir rapidement.
4. L'agriculture offre non seulement un moyen immédiat de mettre un terme à la faim, mais elle ouvre également la voie au renforcement de la résilience et au redressement après la crise. Pourtant, notre réponse humanitaire collective ne tient pas compte de cet aspect, puisque seulement 8 pour cent des ressources humanitaires dans le secteur alimentaire sont allouées aux moyens de subsistance agricoles, alors que l'agriculture est le principal moyen de survie pour deux tiers au moins des personnes souffrant d'insécurité alimentaire aiguë. Les efforts humanitaires sont absolument essentiels et doivent accorder une place à l'agriculture et aux moyens de subsistance, mais ils ne peuvent à eux seuls prévenir la famine sur le long terme ou inverser la tendance à la hausse du problème de la faim. Pour y parvenir, il est nécessaire d'investir dans le renforcement à long terme de la résilience des systèmes agroalimentaires grâce à une meilleure intégration et à un accroissement de l'aide publique au développement (APD), en particulier lorsque les crises alimentaires se prolongent et que le contexte est fragile.
5. Dans ce contexte, le Réseau mondial contre les crises alimentaires, mis en place par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne et le Programme alimentaire mondial (PAM), et comprenant d'autres organismes d'aide humanitaire, d'aide au développement et des partenaires fournisseurs de ressources (tels que l'Agence des États-Unis pour le développement international [USAID] et la Banque mondiale), représente un partenariat essentiel pour lutter contre l'insécurité alimentaire aiguë et nous permettre de nous rapprocher de l'objectif Faim zéro.
6. Le Réseau mondial offre une plateforme permettant à la communauté internationale de coordonner des actions concertées et cohérentes pour prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles, en atténuer les impacts et contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires. En 2022, outre

la fourniture de produits analytiques mondiaux et nationaux essentiels et largement reconnus en matière d'insécurité alimentaire aiguë, le Réseau mondial apporte son soutien à la tenue de dialogues sur les politiques aux niveaux national et régional (notamment pour mettre fin aux crises alimentaires dans la région du Sahel et apporter une aide essentielle à l'élaboration des feuilles de route nationales à la suite du Sommet sur les systèmes alimentaires), en vue de susciter des actions et des investissements significatifs au niveau national qui permettent de mettre en place des systèmes agroalimentaires équitables, résilients, inclusifs et durables, et de venir à bout des crises alimentaires récurrentes et prolongées.

7. Le Réseau mondial contre les crises alimentaires a pour ambition de prévenir, anticiper et lutter contre les crises alimentaires, ainsi que de soutenir l'effort collectif d'élimination de la faim (ODD 2), de réduire les besoins, les risques et les vulnérabilités associés à la faim aiguë, de parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition et de promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires durables.

8. En outre, les efforts déployés par le Réseau mondial reposent sur un ensemble de principes:

- a) la nécessité de prévenir et d'anticiper les crises alimentaires, de s'y préparer et d'y faire face aux niveaux local, régional et mondial, en exploitant et en renforçant les systèmes locaux;
- b) le rôle central que jouent les systèmes alimentaires résilients et durables dans la prévention des crises alimentaires, l'atténuation de leurs effets et la stimulation de la reprise et de la réhabilitation aux fins de la transformation de ces systèmes;
- c) la nécessité d'éclairer les politiques et les actions permettant de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en s'appuyant sur une compréhension des dynamiques et des facteurs complexes du risque et de la vulnérabilité, fondée sur des données probantes;
- d) la nécessité de s'aligner sur les principales initiatives et mécanismes de coordination existants et de s'en inspirer afin d'obtenir des résultats collectifs et d'atteindre les objectifs du Programme 2030.

9. Les partenaires du Réseau mondial œuvrent aux niveaux national, régional et mondial selon trois dimensions interdépendantes:

- a) produire des informations et des analyses fondées sur des données probantes;
- b) tirer parti des investissements stratégiques pour se préparer aux crises alimentaires, les prévenir et y faire face;
- c) favoriser l'adoption de mesures politiques et la coordination fonctionnelle entre les différents pôles/secteurs pour aborder d'autres dimensions des scénarios de crise de la sécurité alimentaire.

10. Les travaux menés dans ce domaine visent à encourager la diffusion d'informations neutres et consensuelles sur les crises alimentaires, en tant que biens publics mondiaux, qui permettront d'étayer en temps voulu les processus décisionnels à tous les niveaux, et de mettre en lumière et combler les éventuelles lacunes en termes de données et d'informations. Cette initiative s'appuie sur les mécanismes nationaux existants pour l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que sur les dispositifs en place pour l'analyse et l'information mondiales et régionales sur les crises alimentaires. En outre, le Réseau mondial promeut et tire le meilleur parti possible des liens stratégiques entre d'autres initiatives qui visent à renforcer l'analyse prédictive des crises alimentaires, afin d'éclairer la prévention et les interventions rapides. Le Réseau mondial soutient en particulier la coordination et la production générales d'analyses et d'informations à l'échelle mondiale sur les crises alimentaires (notamment le Rapport mondial sur les crises alimentaires et sa mise à jour semestrielle, le Rapport régional sur les crises alimentaires publié par l'Autorité intergouvernementale pour le développement [IGAD], le rapport intitulé «Hunger Hotspots: FAO-WFP early warnings on acute food insecurity» [zones critiques de la faim: alerte rapide de la FAO et du PAM en matière d'insécurité alimentaire aiguë], la mise à jour du rapport sur la «Surveillance de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de conflit» à l'intention du Conseil de sécurité des Nations Unies, et le rapport sur les flux financiers et les crises alimentaires), ainsi que l'utilisation et l'intégration de l'information et des

données probantes sur les crises alimentaires et la nutrition dans les processus de prise de décisions et d'élaboration des politiques.

11. Dans le cadre de la deuxième dimension, le Réseau mondial préconise des investissements stratégiques, factuels et cohérents dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui intègrent des actions humanitaires simultanées à court terme et le développement à moyen et à long terme des pays confrontés ou exposés à une crise alimentaire, ainsi que le renforcement de la résilience, la prévention, la préparation et l'anticipation ou l'action immédiate visant à réduire l'impact des crises aiguës, qui serviront de base au redressement et à la reconstruction. Au niveau national, le Réseau mondial promeut en particulier les processus nationaux multipartenaires en renforçant et/ou en créant des liens entre les structures de coordination établies et pertinentes pour la programmation et les investissements dans les secteurs de l'humanitaire et du développement.

12. Les activités relevant de la troisième dimension visent à renforcer la collaboration et la coordination entre les organismes, les institutions et les réseaux pour faire face de manière globale aux crises alimentaires. Le traitement des multiples facettes des crises alimentaires requiert des interventions multisectorielles, une combinaison d'efforts humanitaires, de développement et de paix, et une meilleure cohérence entre secteurs. À cet égard, le Réseau mondial préconise l'établissement de liens fonctionnels avec les initiatives et mécanismes mondiaux pertinents afin d'intensifier les actions visant à lutter contre les crises alimentaires et à les prévenir dans le cadre d'un effort collectif mondial. Plus particulièrement, le Réseau mondial travaille en étroite collaboration avec la coalition portant sur la lutte contre la crise alimentaire à l'interface entre l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, créée lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et qui vise à définir une approche globale et inclusive de la résilience des systèmes alimentaires dans les communautés touchées par les conflits et déplacées, et à instaurer un environnement propice à la résolution des problèmes aux niveaux national, régional et mondial.